

Chers Collègues et lecteurs de ce courrier,

Nous avons regretté que le volet maritime de la COP 21 soit oublié mais il semblerait qu'à l'occasion de la Journée mondiale de l'Océan, qui s'est tenue à l'UNESCO le 8 Juin dernier, et grâce au travail de la Plateforme Océan Climat dont l'ANEL est partenaire, l'importance du rôle des océans sur le climat soit enfin prise en compte.

Nous sommes satisfaits de constater que la "croissance bleue" apparaît comme une des alternatives au changement climatique, et nous nous efforcerons, au cours des prochaines Journées Nationales d'Études de l'ANEL, sur le thème de l'adaptation de nos collectivités aux changements climatiques, de rendre compte des efforts réalisés par l'ensemble des acteurs concernés, pour anticiper et entreprendre les mutations indispensables pour l'avenir de nos territoires et de notre planète.

Nous souhaitons valoriser les actions menées depuis longtemps par nos collectivités car les littoraux sont des territoires vulnérables aux impacts des changements climatiques et depuis longtemps, nous sommes attentifs à protéger nos concitoyens de l'érosion côtière, de la submersion marine, des tempêtes et ouragans.

La mer nous offre les ressources permettant de recourir à de nouvelles énergies renouvelables, et de contribuer à diminuer ainsi les gaz à effet de serre. Les zones portuaires fortement impactées par les multiples activités industrielles et commerciales qui s'y sont développées, sont aussi des terrains d'expérimentation dynamiques pour l'économie circulaire et la récupération des déchets.

Nous devons encourager les porteurs de projets innovants afin de préparer l'avenir durable de nos territoires littoraux où se concentrent d'importants enjeux.

Cet été, nous avons accueilli de nombreux touristes, plus encore que les années précédentes. Cela exige de réfléchir aux modes d'accueil à mettre en place pour préserver l'attractivité de nos collectivités afin de répondre aux nouvelles attentes qu'ils expriment, en termes de qualité de vie, de diversité des activités à proposer, tout en veillant au respect des populations résidentes soucieuses du développement durable de leur environnement.

Enfin, nous avons également à répondre à l'élan de solidarité qui nous est demandé et nos amis marins nous interpellent en nous rappelant la grande fraternité des "gens de mers", capables d'affronter vents et marées pour sauver leurs semblables d'où qu'ils viennent...

Alors, il me reste à vous souhaiter un bel automne, en attendant le plaisir de vous retrouver à SAINT-TROPEZ, les mercredi 28, jeudi 29 et vendredi 30 octobre pour rappeler la force et la vitalité de nos collectivités du littoral français, de métropole et d'outre-mer.

**Jean-François RAPIN**  
Président de l'ANEL  
Maire de MERLIMONT  
Conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais





**Le Conseil d'administration de l'ANEL s'est réuni à PARIS, à l'Assemblée Nationale le mercredi 3 Juin.** A l'ordre du jour : la composition et le fonctionnement du Conseil national de la Mer et des Littoraux, la Directive cadre pour le milieu marin et la stratégie nationale pour la mer et le littoral, la planification des espaces maritimes et le projet de loi pour la reconquête de la Biodiversité, de la Nature et des Paysages. **Un communiqué de presse a été rédigé par les élus du conseil d'administration pour alerter le Gouvernement sur ces différents points.** [www.anel.asso.fr/archives/](http://www.anel.asso.fr/archives/)

Il a été suivi l'après-midi d'un groupe de travail, organisé à la demande d'Atout France pour confronter les résultats d'une enquête sur les nouvelles attentes des touristes aux préoccupations des élus du littoral, notamment sur les problématiques du tourisme durable.

Le prochain Conseil d'administration a lieu le Mercredi 23 Septembre et il sera suivi d'un groupe de travail, sur les missions exercées par la SNSM dans le cadre d'un audit de l'Inspection générale de l'Administration ; ce sera l'occasion de revenir sur les besoins exprimés par les élus de bénéficier de l'appui des CRS pour assurer la sécurité des plages en plus de celui des bénévoles de la SNSM.

La déléguée générale a participé, le 5 juin, au Conseil d'administration du Conseil supérieur de la marine marchande.

Le prochain est prévu le Jeudi 24 septembre.



**L'ANEL était représentée par de nombreux élus ultramarins lors la Journée Mondiale de l'Océan organisée par l'UNESCO, à PARIS, le 8 Juin.** A l'occasion de cette journée, la Plateforme Océan & Climat, dont l'ANEL est membre, a lancé un appel pour l'océan et le climat destiné à mobiliser le grand public pour que soient inclus l'océan et les littoraux dans les négociations de la COP21. [Plateforme Océan & climat](#)



**Jean-François RAPIN a participé, aux côtés d'Eugène LARCHER, maire de LES ANSES d'ARLET et président de la Conférence des communautés d'outre-mer, à la Conférence des communautés d'outre-mer qui s'est déroulée à LA SEYNE-sur-MER les 10, 11 et 12 juin 2015.** Il remercie la ville d'avoir accueilli si chaleureusement la quarantaine d'élus ultramarins, venus de tous les DOM. Leurs travaux ont donné lieu à deux motions rédigées à l'issue de la Conférence. [Motion sur les sargasses](#) et [Motion sur les 50 Pas géométriques](#).

**A l'invitation de Joachim BOUQUETY, président de l'Agence des 50 Pas géométriques de Martinique, Jean-François RAPIN est intervenu sur le thème de la planification maritime au cours du Forum Bodlanmé 4, qui s'est tenu à SCHOELCHER, les 16, 17 et 18 Juin.**

Christine LAIR, déléguée générale et Elise LIMONIER, stagiaire de l'ANEL ont rencontré le 15 juin, **Sophie DUVAL, directrice adjointe du cabinet de Sylvia PINEL, ministre du Logement, de l'Egalité des territoires et de la ruralité,** pour présenter les activités de l'ANEL et échanger sur la conciliation possible entre les obligations de construction de logements sociaux et les contraintes d'urbanisme découlant de la loi Littoral. "Chaque cas particulier soumis au cabinet de la ministre sera examiné avec attention" leur a-t-on promis. Le président propose donc aux communes qui rencontrent des difficultés réelles pour mettre en œuvre cette obligation de transmettre leur dossier à l'ANEL.



**L'ANEL était représentée à la Conférence internationale d'EUCC-France, organisée à BIARRITZ, les 22 et 23 juin dernier,** avec la participation d'élus dont Albert LARROUSSET, maire de GUETHARY, Laurent PEYRONDET, maire de LACANAU et de Christine LAIR, **sur la stratégie de gestion des zones côtières pour les littoraux européens exposés aux changements climatiques.**

Jean-François RAPIN et Christine LAIR ont rencontré **Marc BOREL, nouveau directeur adjoint du cabinet d'Alain VIDALIES, Secrétaire d'Etat chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche et Christophe LENORMAND, conseiller technique mer,** pour faire un point sur les dossiers maritimes et littoraux en cours.

**Jérôme BIGNON a clôturé le séminaire de restitution des travaux du comité de suivi de la gestion du trait de côte, qui s'est tenu à PARIS le 30 juin dernier à la Cité Universitaire.** Un état des lieux des différentes actions engagées a été présenté par les lauréats de l'appel à projets sur les relocalisations, ce qui a permis de mesurer la diversité des enjeux, des situations géographiques et économiques et des stratégies à élaborer pour chaque site, plaidant dans le sens d'une expérimentation.

**Jean-François RAPIN, était présent à DUNKERQUE, avec Christine LAIR et Elise LIMONIER, pour la dernière escale du "Tour de France des solutions pour le Climat", organisé par Catherine CHABAUD,** en présence des élus de la ville, de l'agglomération et de la Région Nord-Pas-de-Calais. Ce Tour de France était une manifestation dans le cadre de l'initiative Océan et Climat. Ce fut l'occasion d'une visite du grand Port Maritime avec Stéphane RAISON et François LAMBERT.

[Appel de l'océan pour le climat](#)

Il était également présent à l'invitation du Conservatoire du Littoral, qui a fêté ses 40 ans, comme président du Conseil de Rivages Manche-Mer du Nord, au parc de Marquenterre, dans la Somme, en présence de nombreux élus et du Premier Ministre, Manuel VALLS, le 30 Juillet. Frédéric CUVILLIER, député et maire de BOULOGNE sur Mer, ancien ministre était également présent.

## ACTUALITES DU LITTORAL

### ENVIRONNEMENT et LITTORAL



#### **XYNTHIA, cinq ans après : deux sénateurs publient un bilan en demi-teinte**

Selon les sénateurs François CALVET (Pyrénées-Orientales) et Christian MANABLE (Somme), cinq ans après la tempête XYNTHIA qui a coûté la vie à 47 habitants, dont 29 sur la seule commune de La Faute-sur-Mer (Vendée), où « le traumatisme est toujours bien présent » selon ces deux sénateurs, « **la culture du risque reste insuffisante** ». [www.environnement-magazine.fr](http://www.environnement-magazine.fr) ; 9 juillet 2015

[Le rapport sur les mesures prises après la tempête Xynthia](http://www.senat.fr) ; [www.senat.fr](http://www.senat.fr)

#### **La protection des océans rapporte bien plus qu'elle ne coûte**

A l'occasion de la Journée mondiale pour les océans, le World Wildlife Fund (WWF) a publié une étude chiffrant la valeur des océans et de leurs activités. Le « Produit Marin Brut » (PMB), estimé à 2500 milliards de dollars, ferait des océans la septième puissance économique mondiale. *Les Echos*, 7 juin 2015

#### **Financement de la SNSM**

En réponse à une question écrite de la députée Sylvie ANDRIEUX (Bouches du Rhône) concernant le financement de la SNSM, Alain VIDALIES, secrétaire d'Etat chargé d'Etat chargé des Transports, de la Pêche et de la Mer, a rappelé le maintien pour 2014 d'une subvention de fonctionnement de 2,1 M€. Le gouvernement a déposé un amendement visant à permettre le financement de la SNSM par les collectivités dans le cadre de leurs compétences portuaires. [Question écrite n° 70833 de Mme Sylvie Andrieux](#)



#### **L'appel de l'Océan pour le climat franchit le seuil des 10000 signataires**

L'appel de l'Océan pour le climat, lancé le 8 juin dernier à l'occasion de la Journée mondiale pour l'Océan, vient de franchir les 10 000 signatures. Cet appel vise à alerter le grand public sur les changements graves et irréversibles que subissent les océans afin de faire pression pour que des décisions soient prises à l'occasion de la COP 21.

[Plateforme Ocean et Climat](#)



#### **Les îles du Pacifique plaident pour une révolution sur le climat**

A l'issue du sommet Oceania 21, du 1<sup>er</sup> mai à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), quinze pays et territoires du Pacifique Sud ont publié une déclaration commune appelant à une « *révolution internationale dans la manière dont le monde fait face aux changements climatiques* ». Ces territoires, particulièrement exposés aux effets du changement climatique, ont subi ces derniers mois des phénomènes météorologiques violents et lancent un appel aux fonds internationaux pour mettre en œuvre des politiques de développement (gestion de l'eau, protection de la mangrove, plans de gestion durable des ressources halieutiques) pour s'adapter aux impacts des changements climatiques.

*Le Monde*, 1<sup>er</sup> mai 2015

#### **Littoral : les CRS toujours plus rares sur les plages**

Les effectifs des CRS maîtres-nageurs sauveteurs fondent diminuent chaque année sur les plages. De 800 CRS en 1959 pour surveiller 99 stations, et désormais 460 pour veiller sur les plages de 97 communes, l'État voulant les affecter à d'autres missions. Fort de ce constat, le syndicat SGP Police écrira en fin de saison au ministre de tutelle et aux maires du littoral. [www.midilibre.fr](http://www.midilibre.fr) ; 20 juillet 2015

#### **Gironde : le plus grand parc naturel marin de France métropolitaine prend son envol**

Le parc naturel marin de l'Estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis a tenu son premier conseil de gestion, samedi 11 juillet à La Rochelle. À la clé : une meilleure connaissance et une meilleure protection de ce patrimoine exceptionnel de près de 6 500 km<sup>2</sup>.

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr), 15 juillet 2015



### **Signature du contrat de plan Etat-région en Languedoc-Roussillon**

Signé le 20 juillet, le CPER 2015-2020 prévoit 1,18 milliards d'euros d'investissement (449,7 pour l'Etat, 737,1 pour la région) dans l'économie régionale. 58 millions d'euros seront consacrés à la poursuite de la lutte contre l'érosion et 12 millions à la qualité des eaux lagunaires.

[www.languedoc-roussillon.gouv.fr](http://www.languedoc-roussillon.gouv.fr) ; 22 juillet 2015



### **L'hydrolienne de Sabella immergée à 55 mètres de fonds dans la mer d'Iroise**

Immergée dans la zone dite du FROMVEUR, située entre le continent et l'île d'OUESSANT (Finistère), la Sabella D10 va désormais être reliée au réseau électrique de l'île d'OUESSANT par un câble sous-marin long de 200 mètres. Grâce à la puissance des courants incessants dans cette partie de la mer d'Iroise, elle pourra produire jusqu'à 1 mégawatt d'électricité. Cette hydrolienne devrait rester une année au fond de la mer, le temps de tester sa résistance et les effets de son fonctionnement sur la faune et la flore sous-marines. [www.usinenouvelle.com](http://www.usinenouvelle.com); 25 juin 2015

### **Quatre zones propices au développement de fermes éoliennes flottantes désignées**

Le ministère de l'Energie et de l'Écologie a désigné quatre zones propices au développement de fermes pilotes pour des éoliennes flottantes. Elles sont situées au large de l'île de GROIX (région Bretagne), des étangs de LEUCATE, de la commune de GRUISSAN (Languedoc-Roussillon) et du phare de FARAMAN (région Paca). Un appel à projets "fermes pilotes éoliennes flottantes" va être lancé pour ces quatre zones. Le ministère précise également que ces fermes seront financées par le programme d'investissements d'avenir (PIA) et par des tarifs de rachat de l'électricité produite. [www.localtis.info](http://www.localtis.info) ; 21 juillet 2015



### **Nomination de Gilles BOEUF comme conseiller scientifique du cabinet de la ministre Ségolène ROYAL**

Gilles BŒUF, Professeur à l'Université Pierre et Marie Curie – UPMC, a été nommé conseiller scientifique pour l'environnement, la biodiversité et le climat au cabinet de Ségolène ROYAL, ministre de l'Écologie du Développement durable et de l'Énergie. Il vient également d'être nommé conseiller scientifique, depuis le 1er septembre 2015, auprès du président du Muséum national d'histoire naturelle dont il a quitté la présidence, où il avait été nommé en février 2009 [www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr) ;



Paul DELDUC a été nommé **directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)** au ministère de l'Écologie. Il remplace **Jean-Marc MICHEL**, parti en retraite, qui occupait ce poste depuis 2008. Ancien conseiller de Delphine BATHO, il était depuis quelques mois le commissaire général au développement durable.



**François MITTEAULT** remplace **Laurent ROY**, à la **Direction de l'Eau et de la Biodiversité** au sein de la Direction de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) au ministère de l'Écologie. Il était auparavant responsable du pôle environnement et agriculture au Conseil régional de Poitou-Charentes. Laurent ROY est nommé directeur de l'Agence de l'eau Rhône, Méditerranée, Corse.

## **JURIDIQUE**

### **Catastrophes naturelles : un décret réforme les fonds d'indemnisation des collectivités**

**Le décret publié harmonise les règles d'éligibilité et de fonctionnement des fonds d'indemnisation et apporte plus de souplesse dans la mobilisation des subventions.**

[\*Décret n° 2015-693 du 18 juin 2015 relatif à l'indemnisation des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des événements climatiques ou géologiques\*](#)

## **OUTRE MER**

### **Conférence des Communautés d'outre mer à LA SEYNE sur MER**

A l'invitation de son président, Eugène LARCHER, maire de LES ANSES D'ARLET (Martinique), du président de l'ANEL et du maire de LA SEYNE-sur-MER, Marc VUILLEMOT, une quarantaine d'élus de tous les DOM sont venus échanger et rencontrer leurs homologues méditerranéens sur les sujets relatifs à la gestion portuaire et le **développement de l'économie maritime**.

[\*Conférence des communautés d'Outre-mer à La SEYNE-sur-MER\*](#)

### **Ségolène ROYAL annonce un plan d'action pour lutter contre les sargasses dans les Antilles**

Pour lutter contre les importants échouages de sargasses (macro-algues brunes), phénomène naturel qui génère des nuisances et menace l'économie des Antilles, Ségolène ROYAL annonce un plan d'action en trois volets : améliorer la connaissance pour anticiper et agir à la source, soutenir l'effort des collectivités pour ramasser les sargasses et nettoyer le littoral et mettre en place les infrastructures de gestion et de valorisation des sargasses.

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr) ; mai 2015

### **10 propositions des pêcheurs antillais pour lutter contre le chlordécone**

Alors que le volet pêche du plan Chlordécone III tarde à être mis en œuvre, les associations et syndicats de pêcheurs antillais demandent une aide à la reconversion professionnelle, des aides sociales d'urgence pour les entreprises opérant dans les zones d'interdiction totale et ou partielles. Ils demandent également un allègement des charges sociales, la mise en place d'un dispositif de pré-retraite chlordécone pour les marins ainsi que la négociation d'accords bilatéraux de pêche avec les Etats voisins afin de permettre le redéploiement de la flotte vers de nouvelles zones de pêche. [www.lemarin.fr](http://www.lemarin.fr) ; 24 juillet 2015

## PORTS TRANSPORTS PLAISANCE

### **De nouveaux outils pour la gestion des épaves et navires abandonnés**

Le décret du 23 avril 2015 vise à faciliter, pour les gestionnaires de port, l'enlèvement des navires abandonnés. Les discussions engagées par la FIN avec le gouvernement sur la question du financement de la déconstruction des bateaux de plaisance hors d'usage ont débouché sur deux propositions : la mise en place d'une éco-participation sur les bateaux neufs à partir de 2017 et l'attribution d'une quote-part du produit brut des droits annuels de francisation et de navigation au financement de la déconstruction.

*[Décret n° 2015-458 du 23 avril 2015 relatif aux mesures nécessaires pour mettre fin au danger ou à l'entrave prolongée que présente un navire abandonné](#)*

### **Création de la Confédération du Nautisme et de la Plaisance**

La Fédération des Industries Nautiques a annoncé le mercredi 3 Juin la création d'une Confédération du Nautisme et de la Plaisance, regroupant les différents acteurs du secteur (fédérations, clubs et associations de la plaisance et du nautisme). [www.industriesnautiques.fr](http://www.industriesnautiques.fr)

### **Mise en place d'un observatoire portuaire des Alpes-Maritimes**

L'observatoire portuaire des Alpes-Maritimes regroupe les ports de CANNES, de GOLFE-JUAN, de NICE et de VILLEFRANCHE. Consultable sur internet, le site présente un atlas et une carte interactive où les différents secteurs portuaires (plaisance, yachting, croisière, transports de passagers et de fret, réparation navale, pêche...) peuvent être visualisés. [www.lemarin.fr](http://www.lemarin.fr), 12 juin 2015

### **JO 2024 : six ports candidats à l'organisation des compétitions de voile**

Dans le cadre de la candidature de Paris pour l'organisation des Jeux Olympiques de 2024, six ports français sont en concurrence pour accueillir les épreuves de voile : Le Havre, Brest, La Rochelle, Marseille, Hyères et le département du Morbihan. Le territoire retenu sera annoncé en septembre 2015.

*[La Croix](#), 1<sup>er</sup> juillet 2015*

### **Abandon de la redevance mouillage dans le projet de loi NOTRe**

Rejeté en 2<sup>ème</sup> lecture du projet de loi NOTRe au Sénat, l'amendement qui prévoyait la création d'une taxe de mouillage dans les aires marines protégées n'a pas été redéposé par le gouvernement. Considérant les critiques suscitées par cette redevance, les députés ont également préféré ne pas réintroduire cette disposition dans le texte adopté en 2<sup>ème</sup> lecture le 2 juillet 2015. [www.varmatin.com](http://www.varmatin.com) ; 3 juillet 2015

### **Economie bleue : une proposition de loi débattue à la fin de l'année**

La proposition de loi sur l'économie bleue, déposé par Arnaud LEROY (SRC), prévoit notamment la réunion de tous les textes relatifs à la mer dans un Code de la Mer, la création d'un Conseil des investisseurs publics et privés pour coordonner les investissements portuaires, la réforme du rôle d'équipage, et une extension de la couverture sociale des marins aux pêcheurs à pieds. Le texte devrait être examiné en commission cet automne. [Le Marin](#), 17 juillet 2015

## PECHE

### **Les ressources halieutiques déstabilisées par le réchauffement climatique**

Selon une étude portant sur les conséquences du changement climatique sur les océans, une augmentation de 2°C de la température globale déstabiliserait fortement la biodiversité marine. Morue, bulot et Saint-Jacques seraient



alors voués à disparaître. La raréfaction de certaines espèces dans les zones tempérées et la disparition de certains poissons entraînera nécessairement une adaptation des pêcheurs, amenés à se former à la pêche de nouvelles espèces.

*Le Marin, 26 juin 2015*

### **Encourager une consommation diversifiée des produits de la mer**

Hervé JEANTER, président du conseil pêche et aquaculture de FranceAgriMer appelle à un renforcement de la R&D pour valoriser auprès du consommateur les différentes espèces de poissons. Certaines espèces méconnues, comme le tacaud ou le grondin, permettraient une diversification de la consommation des Français, facilitant ainsi la valorisation des rejets. [www.franceagrimer.fr](http://www.franceagrimer.fr)

### **Antilles : une année difficile pour la pêche**

Premiers quartiers maritimes de la pêche française, la Guadeloupe et la Martinique ont connu en 2014 une année difficile. La présence massive de sargasses dans plusieurs ports départementaux dès le début du mois d'août 2014, et certains phénomènes de courantologie ont considérablement affecté les quantités pêchées. Le premier trimestre 2015, jugé « catastrophique », a contraint certains patrons à modifier leurs pratiques de pêche et à envisager une augmentation du prix de vente au détail. *Le Marin, 3 juillet 2015*

## TOURISME ET CULTURE

### **1,3 million d'emplois générés par le tourisme en France**

D'après une étude de l'Insee publiée en juin 2015, le tourisme a généré 1,3 million d'emplois en France métropolitaine, soit 4% de l'emploi total en 2011. Les espaces urbains concentrent plus de la moitié de ces emplois, devant les espaces littoraux et montagnaux. [maire-info.com](http://maire-info.com) ; *16 juin 2015*

### **La France garde son statut de première destination touristique au monde**

Le ministère de l'Économie a publié les chiffres du tourisme et comme chaque année, la France reste la première destination touristique au monde, avec 83,8 millions de touristes ayant visité le pays en 2014, toujours devant les États-Unis (74,8 millions) et l'Espagne (65 millions), mais avec toutefois une croissance moins soutenue (+ 0,2 %).

<http://maire-info.com> ; *21 juillet 2015*

## A VOIR ..... EXPOSITIONS

### **L'érosion des côtes est-elle inéluctable ?**

« La mer est un concentré d'énergie qui se libère brutalement lors des tempêtes. La côte, comme la mer, est un espace mouvant. Toute l'évolution du littoral résulte du déplacement de sédiments le long des côtes. Érosion et accumulation sont indissociables et complémentaires. »

Conférence de Yvonne BATTIAU-QUENEY et Patrick BAZIN présentée à la Maison des océans, le mercredi 13 mai 2015. [www.youtube.com](http://www.youtube.com)

### **« Oui l'océan ! » à l'Aquarium de PARIS**

Dans le cadre de Paris Climat 2015, l'Aquarium de Paris s'engage et propose un programme d'événements et d'actions pédagogiques pour découvrir et mieux comprendre les impacts du réchauffement climatique sur les océans. « *Oui l'océan !* » L'initiative climat pour ceux qui aiment l'Océan - Du 4 juin 2015 au 3 janvier 2016 à l'Aquarium de PARIS, [www.cineaqua.com](http://www.cineaqua.com)

### **Exposition Océan et climat**

A Nausicaa à BOULOGNE-sur-MER

## A LIRE

### **Vingt ans de lutte contre le réchauffement climatique en France : bilan et perspectives des politiques publiques**

Le CESE dresse le bilan et les perspectives de la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique.

*Rapport du CESE : Vingt ans de lutte contre le réchauffement climatique en France : bilan et perspectives des politiques publiques, Gaël VIRLOUVET, avril 2015*

*Dernier rapport du CGET sur les territoires*



## AGENDA

**Journées Nationales d'Etudes de l'ANEL**  
Mercredi 28, Jeudi 29 et Vendredi 30 Octobre 2015  
à SAINT TROPEZ dans le VAR.

*" Les collectivités du littoral face aux changements climatiques "*



Pour consulter l'intégralité de l'agenda, rendez-vous sur le site de l'ANEL : [www.anel.asso.fr](http://www.anel.asso.fr)

 11<sup>èmes</sup> Assises de l'Economie de la Mer les 3 et 4 novembre à Marseille au Parc Chanot

 Forum 40 du Conservatoire du Littoral les 5 et 6 novembre à Marseille au Parc Chanot